

Bruno Mangin, pharmacien : « Les consommateurs de drogue portent déjà une culpabilité immense, n'ajoutons pas de la honte à leur souffrance »

Par Bruno Mangin

Pharmacien, Président de l'association EKKO.

Dans une tribune au « Monde », le président d'EKKO, une association qui prend en charge toutes les formes d'addiction, appelle à la mise en place de politiques locales axées sur la prévention et à une meilleure coordination entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis plusieurs jours, les propos d'Emmanuel Macron visant les consommateurs « *bourgeois des centres-villes* » accusés de financer le narcotrafic ont suscité bien des réactions. La mobilisation de cette rhétorique est inquiétante : loin d'éclairer les enjeux, elle renforce de vieux préjugés à l'égard des consommateurs de drogues et conduit la lutte contre le narcotrafic dans une impasse politique et opérationnelle. Réduire un phénomène aussi complexe à un mécanisme de culpabilisation individuelle revient à nier la réalité des déterminants sociaux et des responsabilités publiques.

Oui, sans clientèle, il n'existe pas de marché. C'est l'évidence. Mais réduire la question du narcotrafic à une équation morale et individuelle - faute, culpabilité, responsabilité personnelle - revient à masquer l'essentiel. La consommation ne peut être dissociée du contexte social, économique et politique qui la rend possible ou supportable. Pointer les usagers du doigt, c'est détourner le regard des causes profondes sur lesquelles, collectivement, nous refusons d'agir.

Notre société est en proie à une perte de repères, à une inquiétude face à l'avenir, à une montée de l'isolement et à un effritement du lien social. Le vertige écologique, la fragilisation économique et l'injonction permanente à la performance touchent toutes les catégories sociales. Ce que l'on demandait autrefois à la communauté, on le demande désormais aux individus. C'est dans ce vide que les conduites addictives deviennent les palliatifs fragiles qui permettent de rester debout face à un réel devenu trop lourd. La question n'est pas seulement de savoir qui consomme, mais ce qui, dans notre organisation sociale, rend ces usages attractifs, nécessaires ou tolérables.

L'histoire nous l'a appris : la « *guerre contre la drogue* », déclarée il y a plus de cinquante ans [aux Etats-Unis] par Richard Nixon, est un échec mondial. Des milliards dépensés, des vies brisées, sans jamais parvenir à la réduction durable des trafics ou de la disponibilité des produits. Le constat est clair : la seule répression ne modifie ni les marchés ni les logiques d'usage. En revanche, elle fragilise les plus vulnérables, aggrave les risques et éloigne des dispositifs de prise en charge.

Explications simplistes

Les données issues des organismes publics, dont l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives, montrent que les usages évoluent, s'étendent et se diversifient. Elles documentent une progression globale tout en soulignant des différences selon les âges, les produits et les contextes.

Ces éléments invitent à analyser, à comprendre, à débattre, plutôt qu'à désigner des coupables simplifiés. S'agissant des jeunes, les indicateurs suggèrent une évolution contrastée, mais il serait imprudent d'en déduire des conclusions causales. Leur mal-être augmente, leur rapport au monde change, mais rien ne permet d'affirmer ce qui relie ou distingue ces tendances. La responsabilité publique oblige à dépasser les explications simplistes et à repenser nos politiques à l'aune de réalités complexes, où la détresse sociale, existentielle et économique joue un rôle déterminant.

Face à cela, les réponses politiques demeurent fragmentées. Les débats sur la légalisation du cannabis ou les haltes soins addictions sont trop souvent caricaturés, réduits à des slogans qui empêchent toute réflexion sérieuse. Cette caricature, devenue réflexe, produit de fait une absence de débat démocratique. Pourtant, la légalisation, expérimentée dans de nombreux pays, contribue à affaiblir les réseaux criminels, réduire les violences et mieux contrôler les substances. De même, les haltes soins addictions - évaluées officiellement - démontrent leur efficacité sanitaire, sociale et sécuritaire. Malgré cela, leur déploiement reste marginal, sans stratégie nationale.

La lutte contre le narcotrafic nécessite une coordination réelle entre l'Etat, garant du cadre régalién, et les collectivités territoriales, au contact des réalités sociales. Sans articulation entre justice, police, prévention, santé publique, action sociale et politiques de jeunesse, aucune stratégie ne peut produire d'effets durables. C'est cette coopération - et non la désignation de boucs émissaires - qui permettra d'agir sur les causes, protéger les populations et réduire l'emprise des réseaux.

Débat sur la légalisation

A l'approche des élections municipales, il appartiendra aux candidates et candidats d'assumer leurs responsabilités : proposer des politiques locales qui ne se limitent pas à la seule sécurité, mais qui intègrent prévention, accompagnement social, soutien économique, réponses sanitaires structurées et vision politique cohérente. Ignorer cette dimension, c'est condamner les territoires à des solutions inopérantes.

L'urgence est claire : cesser d'opposer morale et santé publique, prévention et répression, usagers et non-usagers. Lutter efficacement contre le narcotrafic exige une stratégie globale : fermeté contre les réseaux criminels, mais aussi courage face aux réalités sociales, économiques et politiques qui nourrissent la demande. Cela suppose d'ouvrir enfin un débat sérieux sur la légalisation, de déployer des haltes soins addictions dans toutes les grandes villes et de reconnaître l'utilisateur non comme un coupable, mais comme un citoyen dont la santé et la dignité doivent être protégées. Les consommateurs de drogue portent déjà une culpabilité immense, et il est inutile d'ajouter de la honte à leur souffrance.

Si nous voulons réduire le narcotrafic, ni la stigmatisation ni les proclamations ne seront suffisantes. Si nous voulons avancer, nous devons nous occuper de ceux qui souffrent, cesser de les accuser et contribuer à soigner une société qui vacille. Une société adulte ne se contente pas d'indignation ou de simplification. Elle regarde la réalité, elle l'affronte, elle construit. C'est cela que nous devons à nos concitoyens, à nos jeunes, à nos territoires et à notre démocratie.

Bruno Mangin,

Pharmacien à Nîmes et Président de l'association EKKO, qui œuvre pour la prise en charge des personnes en situation d'addiction et pour la prévention des conduites addictives.